

Brochure n° 3081

**Conventions collectives nationales**

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

**ACCORD DU 21 SEPTEMBRE 2007**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008**

**(POITOU-CHARENTES)**

**NOR : ASE7751116M**

**IDCC : 87**

Entre :

L'UNICEM Poitou-Charentes agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- la fédération de l'industrie du béton ;
- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;
- le syndicat des industries françaises des fibres-ciments ;
- l'association syndicale professionnelle minéraux Industrie-France, pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La section fédérale régionale Poitou-Charentes FO,

D'autre part,

Se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

## Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Poitou-Charentes, constituée par les 4 départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne.

## Article 3

### *Salaires minimaux de qualification*

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté, restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	4,39
OS 1	130	4,57
OS 2	140	4,74
OS 3	150	4,85
OQ 1	160	4,94
OQ 2	170	5,13
OQ 3	185	5,52
OHQ	200	5,96
Chef d'équipe	225	6,71

## Article 4

### *Salaires minimaux garantis*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants fixés ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	8,45
OS 1	130	8,49
OS 2	140	8,56
OS 3	150	8,70
OQ 1	160	8,80
OQ 2	170	8,95
OQ 3	185	9,15
OHQ	200	9,35
Chef d'équipe	225	9,70

## **Article 5**

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national de salaires du 21 février 1957, les salaires minimaux garantis comprennent tous les avantages en nature, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail, ou autres, accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

## **Article 6**

Le présent accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## **Article 7**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

## **Article 8**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

## **Article 9**

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue courant septembre 2008.

Fait à Poitiers, le 21 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)